

Mobilisation à l'ESPE de Toulouse

Communiqué de l'AG de Toulouse du 26 septembre.
Nouvelle AG aujourd'hui, avec un mouvement qui tend à s'étendre.
Peillon est "très furieux" selon une dépêche AEF à lire également.

Jeudi 26 septembre 2013, Communiqué de presse

APPEL A LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS ET DES USAGERS DE L'ESPE DE L'ACADEMIE DE TOULOUSE

Suite à l'appel de l'intersyndicale étendue en AG, ce jour, en collectif de personnels et d'usagers de l'ESPE de l'Académie de Toulouse (FSU, SGEN et UNSA) une première journée de grève s'est déroulée ce jeudi 26 septembre 2013.

120 personnels et étudiants étaient présents à l'AG qui s'est déroulée sur le site de Saint-Agne de l'ex-IUFM. Les personnels des centres départementaux en Midi-Pyrénées ont pu y participer par Visio conférence.

De nombreux étudiants présents ont exprimé des inquiétudes légitimes au regard de leurs conditions d'études et de professionnalisation. Les personnels de l'ex-IUFM y ont également renouvelé leurs craintes au regard de leur devenir toujours pas clarifié au-delà des discours.

Les motifs à l'origine du mouvement sont à replacer dans un contexte général d'austérité dans les universités et de dégradation de la formation des enseignants initiée par le précédent gouvernement.

Sur le plan local, la construction à marche forcée de l'ESPE « Toulouse – Midi-Pyrénées » conduit à de nombreux dysfonctionnements. Certains, largement prévisibles, ont été annoncés et dénoncés durant toute l'année précédente par l'intersyndicale. Elles n'ont trouvé aucun écho auprès des autorités nationales ou locales. Il en ressort que les moyens financiers et humains actuellement alloués à l'ESPE de l'Académie de Toulouse ne sont manifestement pas à la hauteur des missions et des ambitions déclarées. En l'état actuel, force est de constater qu'il est à ce jour matériellement impossible de répondre à la demande et aux besoins grandissant de formation initiale et continue dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de formation.

Sur la question des emplois, le redéploiement de postes de l'ex-IUFM dans d'autres composantes de l'Université de rattachement aggrave une situation déjà critique.

Les décisions suivantes ont été votées à l'unanimité des présents :

- Informer les étudiants sur l'origine réelle des dysfonctionnements qu'ils subissent et les accompagner dans leurs démarches auprès du rectorat en particulier pour le règlement du problème particulier des emplois avenir professeur ;
- Exiger au plus vite et des évolutions significatives sur les moyens et la campagne de postes 2014 de l'ESPE ainsi que sur les conditions d'un véritable statut d'Ecole pour l'ESPE, et ce, en intervenant auprès de différents niveaux :
 - Au ministre Vincent Peillon en visite demain à Toulouse
 - A la Rectrice de l'Académie de Toulouse

- A la présidence de l'Université de Toulouse 2-Le Mirail à laquelle l'ESPE est actuellement rattachée.
- Au comité stratégique de pilotage et de moyens de l'ESPE
- Aux universités partenaires du projet
- Poursuivre le mouvement. Le collectif constitué aujourd'hui appelle à une AG des personnels et des usagers mardi 1er octobre pour décider des modalités d'actions à venir.

La détermination des personnels est entière. Ils rappellent la nécessité d'apporter des changements significatifs à la situation actuelle. Le mouvement initié ce jour se structure et a vocation à s'amplifier.

L'INTERSYNDICALE DES PERSONNELS EX-IUFM de l'ESPE ETENDUE EN COLLECTIF DE PERSONNELS ET D'USAGERS DE l'ESPE

Dépêche AEF :

Espé de Toulouse : Vincent Peillon se déclare « très furieux » et compte « remettre tout le monde autour de la table »

Vincent Peillon se dit « très furieux » de la situation de l'Espé (École supérieure du professorat et de l'éducation) de l'académie de Toulouse, vendredi 27 septembre 2013, lors d'un déplacement à Toulouse (Haute-Garonne). Toulouse-II Le Mirail, l'université de rattachement de l'Espé, va amputer la dotation de l'école d'un million d'euros (sur les 3,8 millions d'euros versés en 2012 à l'IUFM) et prélever « une dizaine de postes » (AEF n°187802). Allant à la rencontre d'une cinquantaine de manifestants, le ministre de l'Éducation nationale a échangé pendant une dizaine de minutes avec les personnels et les étudiants de l'école. « Je vais voir dans les jours qui viennent comment on peut remettre tout le monde autour de la table et être un peu plus directif », déclare-t-il. L'Espé de Toulouse sera une composante de Toulouse-II jusqu'en 2015, puis elle sera rattachée à la future communauté d'universités (AEF n°185257).

« Nous sommes pris en otage [...] et nous nous heurtons à des gens qui, dans le cadre de l'autonomie, ne s'entendent pas entre eux pour des problèmes de gouvernance, comme ils disent », explique Vincent Peillon à la cinquantaine de personnes de l'Espé de Toulouse venue manifester à l'appel de la FSU, vendredi 27 septembre 2013. Le ministre de l'Éducation nationale rapporte que les universités de Toulouse ont « raboté 25 % des moyens de l'ancien IUFM », à un moment où l'école enregistre une hausse de 30 % des effectifs étudiants dès la première année alors que le dossier d'accréditation prévoyait cette augmentation d'ici à trois ans.

« Le problème n'est pas l'argent, mais où on le met. L'argent est là », assure Vincent Peillon. Il réaffirme qu'il « mettra l'argent nécessaire » mais prévient également que « si c'est pour le mettre ailleurs que sur la formation, [il] ne le mettra pas ».

Jeudi 26 septembre 2013 avait lieu une première journée de grève, à l'initiative d'une intersyndicale FSU, Sgen-CFDT, Unsa, qui s'est élargie depuis en « collectif de personnels et d'usagers de l'Espé de l'académie de Toulouse ». Une nouvelle assemblée générale est prévue mardi 1er octobre 2013.

UNE ÉVALUATION DE LA CHARGE D'ENSEIGNEMENT

De son côté, Jean-Michel Minovez, président de l'université Toulouse-II Le Mirail, estime que seules 43 000 heures sur les 73 000 de la charge d'enseignement globale de l'ex-IUFM sont consacrées à la formation initiale des métiers enseignants, qualifiée de « cœur de cible de l'Espé ». « Cela veut donc dire que 30 000 heures sont utilisées pour autre chose que ce cœur de cible, même si certaines, sous forme d'heures complémentaires, sont nécessaires au fonctionnement de l'école », analyse le président de Toulouse-II. Il demande au MESR qu'une inspection générale soit diligentée pour « travailler sur la question des moyens » de l'Espé.

Les moyens alloués à l'Espé de l'académie de Toulouse avaient déjà été au cœur des discussions lors de la rédaction du dossier d'accréditation (AEF n°185157). Toulouse fait partie des huit sites bénéficiant d'un « accompagnement spécifique » du ministère (AEF n°185927). Elle fait également partie des cinq écoles ayant reçu une accréditation d'un an (AEF n°186853).